

 République Française MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE	LE PASSEPORT PHYTOSANITAIRE EUROPEEN (PPE)	Ind Rév : B Date : 04/01/2008
---	---	----------------------------------

Attention : ce document à caractère informatif n'a aucune valeur légale. Seuls les textes publiés au Journal Officiel font foi.

1 – Qu'entend-on par « Passeport Phytosanitaire Européen » ?

Document officiel attestant du respect des dispositions réglementaires européennes relatives aux organismes de quarantaine (normes phytosanitaires, exigences particulières), le PPE a été introduit puis normalisé au niveau communautaire en 1992, afin de limiter les risques de dissémination d'organismes nuisibles suite à l'ouverture du Marché Unique Européen.

Délivré par le Service de la Protection des Végétaux, le PPE accompagne certains végétaux, produits végétaux ou autres objets circulant sur le territoire de l'Union Européenne (UE)¹. Définies en France depuis 1993, sa présentation et son utilisation sont actuellement réglementées par l'arrêté ministériel du 24 mai 2006 modifié (qui transpose la directive européenne 2000/29/CE modifiée) et le Code Rural (livre II titre V).

Bien que devant respecter certaines exigences phytosanitaires, tous les végétaux et produits végétaux n'ont pas besoin d'être accompagnés d'un PPE. Celui-ci est en effet requis uniquement pour les végétaux présentant un risque phytosanitaire élevé, fonction de leur destination (vers une zone protégée² ?) et de la qualité de leur destinataire (professionnel de la production végétale ?). Le PPE est alors nécessaire pour permettre la circulation du végétal (que ce soit à titre onéreux ou gracieux) sur le territoire de l'UE, y compris pour une circulation à l'intérieur de chaque Etat Membre (ex. : transaction entre opérateurs français).

La liste des végétaux soumis à l'apposition d'un PPE est déterminée par divers textes européens (directive 2000/29/CE modifiée ; décisions européennes) ; vous pouvez vous procurer une version actualisée de cette liste auprès de votre Service Régional de la Protection des Végétaux (SRPV).

2 – Les mentions obligatoires du PPE

Selon les cas, le PPE doit comporter 7 à 10 informations obligatoires, rédigées en langue française, et de préférence imprimées (article D251-17 du Code Rural) :

- 1. « PASSEPORT PHYTOSANITAIRE CE » (en lettres capitales)
- 2. et 3. Code de l'Etat Membre et Nom de l'organisme officiel de contrôle (en lettres capitales) : « SPV-F »
- 4. Numéro d'immatriculation du producteur, revendeur ou importateur mettant en circulation les végétaux (dactylographié ou en lettres capitales) : ex. : « PL09999 »
- 5. Numéro de série, de lot ou de semaine (dactylographié ou en lettres capitales) : ex. : « 3D0135 »
- 6. Nom botanique : genre et espèce du végétal (dactylographié ou en lettres capitales) : ex. : « Malus domestica »
- 7. Quantité : ex. : « 15 »

+ le cas échéant :

- 8. La marque « ZP » suivie du code de la ou des zones protégées dans lesquelles le produit est autorisé³ (dactylographié ou en lettres capitales) : ex. : « ZPb2 » pour un produit autorisé à être commercialisé en zone protégée feu bactérien.
- 9. La marque « RP » en cas de remplacement du passeport, suivie du code du producteur ou de l'importateur enregistré initialement⁴ (dactylographié ou en lettres capitales) : ex. : « RP HN08888 »
- 10. Pour les produits provenant de pays tiers (= hors UE) : Nom du pays tiers d'origine ou d'expédition⁵ (dactylographié ou en lettres capitales) : ex. : « AUSTRALIE »

N.B. : le décret n°2000-1165 du 27/11/2000 et l'arrêté du 01/12/1994 relatif à l'étiquetage des plantes et matériels de multiplication visés par le décret n°94-510 du 23/06/1994, requièrent certaines de ces mentions sur le document commercial accompagnant les végétaux concernés par ces textes.

¹ Sous réserve que leur introduction en UE soit autorisée. Le PPE est également reconnu par la Confédération suisse.

² Une zone protégée (ZP) est une zone géographique où une protection spécifique vis à vis d'un parasite a été mise en place.

³ Pour commercialiser dans ou vers une ZP, il faut respecter les exigences phytosanitaires de la ZP, et demander l'accord du SRPV pour apposer la marque ZP + le code approprié. Ce code est apposé sur le PPE à côté de chaque végétal concerné.

⁴ Le PPE d'origine ne peut plus être utilisé dès qu'il y a combinaison / division de lot(s) ou changement de statut phytosanitaire du fait de la destination du lot ; sous réserve de l'accord du SRPV, un PPE de remplacement est alors émis ; il comporte la mention RP suivie du code du producteur / importateur enregistré initialement. Ce code doit être consigné dans les registres de l'établissement.

⁵ Un PPE ne pourra être délivré par le SRPV qu'après contrôle phytosanitaire.

3 – L'utilisation du PPE

Toute entreprise souhaitant utiliser un PPE doit en faire une **demande écrite préalable auprès du SRPV**, qui vérifie alors le respect des obligations réglementaires (immatriculation au registre officiel, déclaration annuelle d'activité, tenue de registres de traçabilité, inspections des végétaux,...). **Selon le résultat de ces contrôles**, le SRPV sera alors en mesure ou non de **délivrer le PPE**.

Le PPE doit être **fixé** de manière à **ne pas être réutilisé** et se présente : (article D251-17 du Code Rural)

- soit sous la forme d'une **étiquette officielle unique** contenant les informations 1 à 7 et 8 à 10 si besoin, apposée sur un végétal ou un lot homogène de végétaux ;
- soit sous la forme d'une **étiquette officielle simplifiée** contenant au moins les informations 1 à 5, **assortie d'un document d'accompagnement** initialement commercial (facture, bon de livraison,...) fournissant toutes les informations obligatoires (1 à 7 et 8 à 10 si besoin). Sous cette forme, le PPE peut accompagner un lot de végétaux homogène ou non, sous réserve que la composition du lot figure sur le document d'accompagnement et que ce lot soit expédié vers un destinataire unique (article 10 de l'arrêté du 24 mai 2006 modifié).

Présentant les mentions 1 à 5, l'étiquette simplifiée, qui peut être adhésive, est alors apposée :

- soit sur le végétal (le document d'accompagnement liste alors les informations 1 à 10) ;
- soit sur le document d'accompagnement (qui liste alors par ailleurs les informations 6 à 7 et 8 à 10 si besoin), lui-même accompagnant les végétaux.

Ces étiquettes sont à commander auprès du SRPV.

Facilitation d'usage : l'opérateur peut demander au SRPV l'octroi d'une facilitation d'usage des PPE ; en cas d'accord du SRPV, l'opérateur signe alors un formulaire d'engagement et peut selon le cas :

- soit disposer d'un stock d'étiquettes officielles (pré-remplies, simplifiées ou non), qu'il complètera des informations manquantes obligatoires au moment de la transaction des végétaux ;
- soit auto-éditer le PPE, qui est produit et imprimé par l'opérateur sous sa propre responsabilité (tampon à encre ou édition informatique ou étiquette adhésive), en respectant notamment la norme de présentation (mentions 1 à 4 encadrées, lisibles, en police de caractère ≥ 7).

Exemples de PPE : (les numéros renvoient aux mentions obligatoires décrites en chapitre 2)

- PPE : étiquette individuelle, apposée ici sur 1 plant de *Pyracantha* :



- PPE apposé sur un lot hétérogène :

Encart auto-édité

Pépinières LAMBDA - Les Fontaines blanches - 49 999 XXXXX
Tel : 99 99 99 99 99 – Fax : 99 99 99 99 90

BON DE LIVRAISON N° 968

À : Pépinières XYZ - Les Fontaines Grises
99 000 YYYY

Marchandise expédiée le : 28/08/2007
Transport : pris sur place
Commande N° 600550. du 20/07/2007

N° article	Désignation	Quantité	Prix € HT/U	Montant € HT
1	→ <i>Pyracantha</i> sp.	5		
2	<i>Pyracantha</i> sp. 'Mozart' ZPb2	3		
3	<i>Pyracantha</i> sp. 'Orange Glow' → ZPb2	10		
4	<i>Viburnum tinus</i> 'Eve Price' → RP HN08888	20		
5	<i>Prunus lusitanica</i>	30		
6	<i>Camellia japonica</i> 'Adolphe Audusson' → Pays d'origine : Etats-Unis	25		
			Montant € total HT	
			Montant € total TTC	

Réglé à la commande, en 1 fois.

4 – La conservation des PPE

Tout professionnel de la production végétale, doit **conserver les PPE des végétaux achetés pendant 1 an⁶**, et en **consigner les références** dans ses livres (article 9 de l'arrêté ministériel du 24 mai 2006 modifié ; article D251-21 du Code Rural). *Il est recommandé d'agir de même pour les PPE émis.*

Attention : le fait de ne pas accompagner d'un PPE les végétaux, produits végétaux et autres objets soumis à cette réglementation, est passible de 2 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende (article L251-20 du Code Rural).

Pour toute question supplémentaire, n'hésitez pas à contacter votre SRPV.

⁶ Parfois plus longtemps dans le cas de certaines espèces végétales (arrêtés ministériels spécifiques).